



Assemblée générale Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

A/40/1149
S/18231
23 juillet 1986
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLEE GENERALE
Quarantième session
Point 44 de l'ordre du jour
QUESTION DE CHYPRE

CONSEIL DE SECURITE
Quarante et unième année

Lettre datée du 23 juillet 1986, adressée au Secrétaire général
par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente
de la Turquie auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint une lettre datée du 23 juillet 1986 qui vous est adressée par M. Resat Caqlar, représentant adjoint de la République turque de Chypre-Nord.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de cette lettre comme document officiel de la quarantième session de l'Assemblée générale, au titre du point 44 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

Le Chargé d'affaires par intérim,

(Signé) Erkan GEZER

ANNEXE

Lettre datée du 23 juillet 1986, adressée au Secrétaire général
par M. Resat Caqlar

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de me référer aux deux lettres qui vous ont été adressées par le "Représentant permanent" de l'administration chypriote grecque, M. Constantine Moushoutas, et distribuées en tant que documents de l'ONU les 6 juin 1986 (A/40/1125-S/18134) et 9 juin 1986 (A/40/1127-S/18140) respectivement.

Vous avez, à n'en pas douter, noté que la partie chypriote grecque qui, à deux reprises, a rejeté votre "Projet d'accord-cadre sur Chypre" du 29 mars 1986 et qui est ainsi apparue, aux yeux du monde entier, comme la partie qui, par son intransigeance, barre la voie à une solution pacifique à Chypre, a depuis intensifié son offensive de propagande contre la partie chypriote turque et contre la Turquie afin d'occulter les faits et, détournant l'attention des vrais problèmes, de s'affranchir de sa responsabilité historique, obstacle avéré à la paix dans l'île depuis 1963. C'est dans le cadre de cette vague nouvelle de propagande politique qu'il faut, à notre sens, comprendre "la querre des lettres" que la partie chypriote nous a déclarée et que, pour notre part, nous dénonçons comme un acte futile, foncièrement négatif et hostile. Les deux lettres mentionnées plus haut, qui abondent en manifestations d'hystérie antiturque et en sentiments racistes, ajoutent une dimension nouvelle et portent à des extrêmes inégales la campagne de lettres enquée par l'administration chypriote grecque. Je me bornerai aujourd'hui à consigner ici quelques observations fondamentales.

Nous avons déjà constaté, au début de la présente lettre et dans les communications antérieures que nous vous avons adressées, que la campagne de propagande chypriote grecque s'intensifie nettement et redouble de vigueur à chaque fois qu'une solution est en vue dans l'île. Il convient d'ajouter que c'est toujours sur ordre de M. Andreas Papandreou, premier ministre de la Grèce, qui dirige et orchestre ces activités des dirigeants chypriotes grecs. M. Papandreou, qui continue d'exploiter la question chypriote à ses propres fins, utilise M. Kyprianou et les dirigeants chypriotes grecs en général. De toute manière, M. Kyprianou et les autres dirigeants chypriotes grecs se prêtent volontiers à ce jeu, comme le montrent leurs fréquents voyages à Athènes et les déclarations communes qu'ils publient avec le Gouvernement grec à l'issue de chaque voyage. On se souviendra que, pendant le premier semestre de 1986, M. Kyprianou s'est rendu à Athènes pas moins de six fois et que les communiqués communs publiés après chaque visite n'ont jamais manqué de faire état de la pleine convergence de vues de la partie chypriote grecque avec le Gouvernement grec.

Il faut mentionner aussi les fréquentes visites dans la capitale grecque de M. George Iacovou, "ministre des affaires étrangères" chypriote grec et celles de M. Lyssarides, "président" de la Chambre des représentants chypriote grecque et des dirigeants du parti politique chypriote grec et d'autres personnalités chypriotes grecques. Ce n'est pas par hasard que la première réponse négative de la partie chypriote grecque à votre "Projet d'accord-cadre" a été donnée le 20 avril 1986, au lendemain d'une de ces visites des dirigeants du parti politique chypriote grec à Athènes et que la deuxième réponse, plus catégorique, a été donnée après la visite de M. Iacovou dans la capitale grecque.

Les faits décrits ci-dessus montrent clairement qui tire les ficelles dans le sud de Chypre et qui impose les conditions, même sur les détails du problème chypriote. Il est véritablement étonnant que la communauté internationale puisse continuer à considérer comme un gouvernement indépendant, qui plus est, comme un gouvernement représentatif de l'ensemble de Chypre, l'administration satellite de M. Kyprianou, qui est contrôlée par Athènes.

L'autorité incontestable de M. Papandreou sur les dirigeants chypriotes grecs, bien que totalement inadmissible d'un point de vue juridique et moral, aurait au moins un aspect positif s'il s'en servait pour amener la partie chypriote grecque à adopter une attitude plus constructive et conciliante à l'égard des Chypriotes turcs et à l'égard de la solution pacifique en général. Toutefois, cette qualité fondamentale fait également défaut à la politique du Premier Ministre de la Grèce en la matière, puisqu'il ne prêche que l'hostilité et l'intransigeance, incitant les Chypriotes grecs à adopter une position encore plus rigide.

On se souviendra que, depuis qu'il a pris ses fonctions en 1981, le Premier Ministre de la Grèce a toujours ouvertement exprimé sa profonde répugnance pour le processus de négociation qui se déroulait dans le cadre de votre mission de bons offices, jugeant qu'il déviait de sa politique de tensions avec la Turquie et que, lors de sa visite dans le sud de Chypre en février 1982, il avait annoncé une "croisade internationale" contre les Chypriotes turcs.

Il n'est donc pas surprenant que le Premier Ministre de la Grèce, agissant par l'intermédiaire du régime fantoche de M. Kyprianou dans le sud de Chypre, n'ait aucun scrupule à exploiter toutes les occasions, toutes les déclarations de la Turquie et de la partie chypriote turque et qu'il ait même été jusqu'à déformer l'histoire et essayer de rallumer des hostilités anciennes à l'égard de la nation turque d'une manière qui rappelle le Moyen Age.

Ces tactiques byzantines, qui se ramènent à une tentative de la part de la Grèce et des Chypriotes grecs pour trouver un bouc émissaire pour leurs propres fautes en attaquant quiconque n'accepte pas leurs caprices, n'excusent nullement M. Papandreou et M. Kyprianou de chercher à enterrer toute solution pacifique à Chypre. De plus en plus, les Chypriotes grecs lucides voient maintenant le vrai coupable de l'impasse actuelle dans la partie grecque, en particulier M. Kyprianou, qui n'a pas su manifester le moindre sens politique, que ce soit en résistant aux pressions de la Grèce ou en faisant preuve de souplesse devant votre initiative. L'article suivant de M. Bampos Charalambous, paru dans Alithia du 16 juin 1986, est clair :

"Le Gouvernement grec reproche au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies d'avoir trompé M. Kyprianou. Les attaques lancées contre lui sont basées sur l'idée qu'il aurait manqué à l'engagement donné à M. Kyprianou de ne pas dévier du document d'avril 1985...

Toutefois, comme dans son document du 29 mars 1986, M. Pérez de Cuéllar reprend exactement ce qu'il avait écrit dans son document d'avril 1985 sur les trois questions fondamentales, il me semble que si quelqu'un a dévié, ce ne peut être que M. Kyprianou...

M. Kyprianou voulait maintenant des négociations en priorité sur les questions des troupes, des garanties et des trois droits, avant que les négociations sur les autres questions puissent commencer. Nous demandons : M. Kyprianou avait-il le droit d'exiger l'inclusion dans le texte de ce qui ne figurait pas dans le texte de l'an dernier? Dans ces conditions, est-ce M. Pérez de Cuéllar ou M. Kyprianou qui a dévié?

Après autant d'incompétence, de maladresse et de fautes, il est temps que M. Kyprianou se rende compte que, loin d'être l'énarque de Chypre, il est celui qui a provoqué la catastrophe dans le pays. M. Kyprianou est bien mesquin d'accuser M. Pérez de Cuéllar, qui a tenu parole dans les moindres détails, d'avoir dévié de sa politique. Mesquin est le seul mot qui puisse s'appliquer à quelqu'un qui accuse les autres de ses propres erreurs."

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document de la quarantième session de l'Assemblée générale, au titre du point 44 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

Le représentant adjoint,

Chargé d'affaires par intérim,

(Signé) Resat CAGLAR

